



Versement 1600 W 1-94

Identification :

Intitulé/ Analyse : Faits de guerre

Dates extrêmes : 1934~1976

Importance matérielle : 4,20 mètres linéaires

Contexte :

Service producteur : Direction départementale de l'équipement

Service versant : Direction départementale de l'équipement

N° d'entrée du versement : 56254

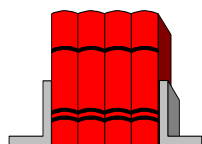
Date d'entrée du versement : 15 décembre 2009

Conditions d'accès aux documents :

Début communicabilité : Immédiat

Contrôle de la description :

Date de rédaction de l'inventaire : 7 janvier 2014



Présentation

Présentation du service producteur

L'administration déconcentrée de l'État en charge des ponts et chaussées, de l'équipement et des transports a connu diverses formes d'organisation depuis la Seconde Guerre mondiale.

De 1940 à 1966, le service départemental des Ponts et Chaussées, déjà en place tout au long du XIX^e siècle, continue à oeuvrer sous la tutelle du ministère des Travaux publics dans les domaines suivants : routes, circulation routière, chemins de fer, voies navigables, transports, contrôle de la distribution d'énergie électrique, base aérienne et tourisme (ce dernier après 1948). A noter que l'ancien service vicinal, qui dépendait du ministère de l'Intérieur, a été rattaché aux Ponts et Chaussées par la loi du 15 octobre 1940, appliquée au 1^{er} janvier 1941 puis validée par l'ordonnance du 10 mars 1945.

En 1967 ce service fusionne avec la Délégation départementale à la reconstruction pour former la Direction départementale de l'équipement (DDE) sous tutelle du ministère de l'Équipement, créé le 8 janvier 1966. De nouvelles attributions liées aux domaines de la construction et de l'aménagement apparaissent : constructions publiques pour l'État et les collectivités locales, planification urbaine, logement social, amélioration de l'habitat, urbanisme (opérationnel et réglementaire), puis environnement (après 1978).

Les services départementaux des Ponts et Chaussées puis de l'Équipement sont organisés depuis le début du XX^e siècle autour de services centraux, déconcentrés, pour certaines missions de proximité, en subdivisions territoriales.

À compter de 1982, à la suite des lois de décentralisation, les conseils généraux ont progressivement repris la gestion directe des personnels qui, au sein des DDE, assuraient les missions qui relèvent de leurs compétences, notamment la voirie départementale et le patrimoine immobilier (collèges). Toutefois, une loi de 1992 réaffirmait le principe de maintien des services des DDE et de leur personnel sous statut d'État, tout en prévoyant le financement par les départements et communes des travaux exécutés pour eux.

Jusqu'en 2001, les services de l'État pouvaient exercer des missions de maîtrise d'œuvre pour les communes sur simple demande de leur part (délibération puis autorisation préfectorale). À partir de 2001, ils sont soumis au code des marchés publics dans les mêmes conditions de concurrence que les bureaux d'études privés.

Par dérogation à cette obligation, les services de l'État pouvaient apporter leur assistance technique aux communes les plus petites dans les domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'habitat, pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.

À partir de 2006, diverses réformes affectent les DDE avant de conduire à leur suppression dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

L'« acte II de la décentralisation » prévu par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que les conseils généraux reprennent la totalité de la gestion des réseaux routiers départementaux dont ils ont la responsabilité. Au 1^{er} janvier 2007, la partie

routière et ouvrages d'art (construction, entretien et exploitation) des DDE est donc transférée, soit au département, soit à de nouveaux services spécialisés du ministère :

- les routes départementales (RD) et routes nationales d'intérêt local (RNIL) (environ 375 000 km) passent sous la responsabilité des directions des routes des conseils généraux, entraînant le transfert de 30 000 agents des DDE ;
- les routes nationales (RN) et autoroutes (A) non concédées sont transférées à onze directions interdépartementales des routes (DIR) qui sont créées pour construire, entretenir et exploiter ce réseau d'environ 20 000 km à la place des DDE.

La loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 parachève la réforme en abrogeant donc la loi de 1992 et prévoit le transfert des « parcs de l'équipement » et de leurs personnels aux conseils généraux, pour les parties qui n'ont pas été dévolues aux DIR.

Les DDE conservent la compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, d'éducation routière, de gestion de crises, d'animation de la sécurité routière, maritime, d'appui aux collectivités locales, de prévention des risques, etc.

Le 1^{er} janvier 2010, suite à la révision générale des politiques publiques de l'Etat (RGPP), la DDE fusionne avec la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) pour former la Direction départementale des territoires (DDT).

Missions de la DDE jusqu'au 1^{er} janvier 2007

- construction et entretien des réseaux routiers,
- aménagement du territoire,
- habitat (politique du logement, H.L.M., lotissements, etc.),
- urbanisme (contrôles, contentieux, décisions de construire, etc.),
- environnement,
- constructions publiques (ministères, collectivités territoriales, etc.),
- transports,
- bases aériennes.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le classement reflète le mode de fonctionnement du service. Les dossiers de reconstruction sont classés dans l'ordre alphabétique des communes.

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

1258 W 1-224 : Indemnisation des dommages de guerre dans le département de l'Aube (1929-1968)



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ces documents sont communicables immédiatement.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-23	Période de guerre	1934-1948
24-66	Reconstruction	1934-1976
67-91	Remembrements	1941-1964
92-93	Travaux d'aménagements communaux	1949-1958
94	Personnel	1948-1950

FAITS DE GUERRE

1600 W 1 - 23

Période de guerre

1934 - 1948

1600 W 1 - 20

Affaires générales

1934 - 1948

1600 W 1 Mobilisation en temps de guerre, directives et applications : instructions rapports, notes de service, correspondance

1934 - 1939

1600 W 2 Défense passive, organisation et fonctionnement : instructions rapports, notes de service, photographies, documentation, correspondance

1937 - 1940

1600 W 3 Mobilisation en temps de guerre, réquisitions de véhicules : instructions rapports, notes de service, états des véhicules soumis à réquisition, correspondance

1938 - 1939

1600 W 4 Réquisition de véhicules (par l'armée française) : instructions, rapports, notes de service, listes de véhicules réquisitionnés, correspondance

1939 - 1940

1600 W 5 Entretien des routes, effectifs et matériel : instructions, rapports, notes de service, notes de travail, plans, marchés, correspondance

1940 - 1941

1600 W 6 Enlèvement et réquisition de matériaux et véhicules par les troupes d'occupations : instructions rapports, notes de service, correspondance

1940 - 1943

1600 W 7 Prisonniers, déportés ou résistants (chefs cantonniers et auxiliaires) : instructions rapports, notes de service, notices individuelles de renseignement, correspondance

1940 - 1951

1600 W 8 Installation de chambres à mines : instructions, rapports, notes de service, listes des ouvrages minés, correspondance

1941 - 1942

1600 W 9 Cessions de plantations et d'arbres : instructions rapports, notes de service, correspondance

1941 - 1943

1600 W 10 Récupération des métaux non ferreux : instructions rapports, notes de service, correspondance

1941 - 1943

1600 W 11 Bottes en caoutchouc et vélomoteurs : états d'attribution et de distribution

1942 - 1943

1600 W 12 Récupération des métaux dans les immeubles sinistrés : instructions rapports, notes de service, correspondance

1943 - 1944

1600 W 13	Travail obligatoire, prélèvement d'agents : instructions, rapports, notes de service, notes de travail, listes nominatives, correspondance 1943 - 1944
1600 W 14	Organisation Todt, prélèvement d'agents : : instructions, rapports, notes de service, notes de travail, listes nominatives, télégrammes, correspondance 1943 - 1944
1600 W 15	Utilisation de la main-d'œuvre militaire : instructions rapports, notes de service, correspondance 1943 - 1945
1600 W 16	Services départementaux, attributions : instructions, rapports, arrêtés préfectoraux, notes de service, listes nominatives, correspondance 1944 - 1946
1600 W 17	Utilisation des prisonniers de guerre allemand : instructions, rapports, notes de services, correspondance 1945
1600 W 18	Emploi des prisonniers de l'Axe : instructions rapports, notes de service, correspondance 1945 - 1946
1600 W 19	Travaux de circonstances, utilisation de la main-d'œuvre au chômage : instructions, rapports, notes de service, correspondance 1945 - 1946
1600 W 20	Dégradation aux chemins départementaux par faits de guerre : instructions rapports, notes de service, correspondance 1947 - 1948
1600 W 21 - 23	Réfugiés 1943 - 1947
1600 W 21	Enfants évacués, établissement d'un plan de transport : instructions, rapports, état des personnels, états communaux de répartition des convois, correspondance 1943 - 1944
1600 W 22	Enfants évacués, immeubles réquisitionnés pour l'hébergement : instructions rapports, notes de service, correspondance 1943 - 1947
1600 W 23	Réfugiés, hébergement dans les immeubles d'accueil, bagages en souffrance : instructions, rapports, listes de familles réfugiées, états nominatifs, correspondance 1944 - 1946
1600 W 24 - 66	Reconstruction 1934 - 1976
1600 W 24 - 28	Généralités 1940 - 1955
1600 W 24	Reconstruction immobilière, immeubles sinistrés par faits de guerre : instructions, procès-verbaux de constatation, rapports, notes de travail, correspondance 1940 - 1946

1600 W 25	Périmètres de reconstruction des communes sinistrées : instructions, rapports, arrêtés préfectoraux, délibérations des conseils municipaux, plans, correspondance.	1942 - 1955
1600 W 26	Ministère de la reconstruction et du logement : circulaires, instructions, documentation technique	1945 - 1955
1600 W 27	Ministère de la reconstruction et du logement : décrets, notes, circulaires ministérielles, arrêtés ministériels, instructions sur les expropriations foncières, plans	1946 - 1955
1600 W 28	Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme : instructions, notes de service, plans, rapports, correspondance	1948 - 1952
1600 W 29 - 42	Périmètres de reconstruction des communes sinistrées	1942 - 1949
1600 W 29	Arcis-sur-Aube	1942 - 1947
1600 W 30	Bar-sur-Seine	1942 - 1944
1600 W 31	Bourguignons	1943 - 1945
1600 W 32	Brienne-le-Château	1943 - 1946
1600 W 33	Buxières-sur-Arce	1942 - 1943
1600 W 34	Chaource	1944 - 1947
1600 W 35	La Chapelle-Saint-Luc	1947 - 1948
1600 W 36	Méry-sur-Seine	1942 - 1949
1600 W 37	Pargues	1943 - 1948
1600 W 38	Plancy	1943 - 1944
1600 W 39	Pont-Sainte-Marie	1944 - 1947
1600 W 40	Troyes	1944 - 1947
1600 W 41	Vendeuvre-sur-Barse	1942 - 1944
1600 W 42	Villenauxe-la-Grande	1944

1600 W 43 - 66

Ponts détruits par faits de guerre

1934 - 1976

1600 W 43 - 59

Affaires générales

1934 - 1976

1600 W 43 Reconstruction des ponts de chemins départementaux détruits par faits de guerre : instructions, rapports, notes de service, notes techniques, plans, notes de travail, correspondance

1934 - 1946

1600 W 44 Pont détruits par faits de guerre et reconstruits depuis 1940 : état des ouvrages d'art détruits, dessins de ouvrages,

1940 - 1949

1600 W 45 Ponts et ouvrages d'art, affaires diverses : instructions, rapports, notes de service, photographies, coupures de presse, correspondance

1940 - 1973

1600 W 46 Dispositifs de mines des ponts : note de service, plans

1941

1600 W 47 Routes nationales et chemins départementaux, ponts détruits par faits de guerre depuis 1940 : liste, dessins de ouvrages

1941 - 1950

1600 W 48 Reconstruction et déblaiement des ouvrages d'art de la SNCF : instructions, rapports, correspondance

1941 - 1954

1600 W 49 Remise au département de ponts sur des C.D. et de sections élargies de C.D. : procès-verbaux

1943 - 1952

1600 W 50 Reconstruction par l'État de ponts détruits par faits de guerre avec la participation du département, programmes des travaux, remise au département : instructions, rapports, notes de service, procès-verbaux de remise, correspondance

1943 - 1972

1600 W 51 Recensement des ouvrages d'art existant dans l'étendue de la subdivision de Nogent-sur-Seine

1944

1600 W 52 Ponts détruits : correspondance avec la ville de Troyes

1944 - 1945

1600 W 53 Comptes rendus mensuels sur le rétablissement des communications (circulaire du 25 janvier 1945)

1945

1600 W 54 Ponts détruits par faits de guerre et reconstruit avec la participation du département, travaux terminés : dossiers techniques, plans, rapports, devis, notes de calculs, affiches

1947 - 1950

1600 W 55 Investissements routiers, crise de l'acier, prise en charge de ponts provenant de l'armée américaine : instructions, rapports, correspondance

1948 - 1967

1600 W 56	Programme quinquennal de reconstruction des ponts routiers détruits par faits de guerre (circulaire du 2 mai 1952) : instructions, rapports, correspondance	1952
1600 W 57	Visites de ponts par les hommes grenouilles : instructions, rapports, états de ouvrages visités, notes de service, programmes de visites, correspondance	1959 - 1973
1600 W 58	Lancement de ponts Bailey à Nantes : instructions, correspondance	1965 - 1966
1600 W 59	Voirie départementale, reconstruction de ponts détruits par faits de guerre : dossiers de sessions du Conseil général (rapports, extraits de délibérations, notes explicatives, plans, correspondance	1968 - 1976
1600 W 60 - 66	Dossiers individuels de travaux : instructions, rapports, notes de services, délibérations des conseils municipaux, dossiers techniques, correspondance	1940 - 1974
1600 W 60	Pont sur le Melda (chemin rural)	1940 - 1964
1600 W 61	Pont de la Pielle - Troyes	1941 - 1962
1600 W 62	Pont dit de Courceroy (CD n° 168)	1942 - 1972
1600 W 63	Pont sur la Seine (CD n° 31)	1943 - 1970
1600 W 64	Pont sur l'Aube (CD n° 11 b)	1946 - 1972
1600 W 65	Pont sur le bras du Moulin (CD n° 31)	1954 - 1970
1600 W 66	Pont sur le canal Saint-Etienne (CD n° 78 A)	1973 - 1974
1600 W 67 - 91	Remembrements	1941 - 1964
1600 W 67 - 69	Généralités	1945 - 1952
1600 W 67	Remembrement rural et urbain, généralités : instructions, rapports, correspondance	1945 - 1948
1600 W 68	Commission de révision des programmes d'expropriation, réunion du 5 février 1948 : instructions, rapports, plans, correspondance	1948
1600 W 69	Indemnités compensatrices : instructions, arrêtés préfectoraux, états parcellaires, notes, extraits du registre des délibérations, avis, correspondance, plans, correspondance	1950 - 1952

**1600 W 70 ~ 86 Dossiers de commune concernées par des opérations de
reconstruction à la suite de la guerre 1939-1945**

		1941 - 1964
1600 W 70	Arcis-sur-Aube	1941 - 1955
1600 W 71	Bar-sur-Seine	1943 - 1955
1600 W 72	Bourguignons	1943 - 1951
1600 W 73	Brienne-le-Château	s.d. - 1947
1600 W 75	Chaource	1943 - 1951
1600 W 76	Méry-sur-Seine	1942 - 1951
1600 W 77	La Chapelle-Saint-Luc	1943 - 1951
1600 W 78	Plancy	1944 - 1952
1600 W 79	Pont-Sainte-Marie	1944 - 1957
1600 W 80	Romilly-sur-Seine	1947 - 1950
1600 W 81	Troyes	1943 - 1951
1600 W 82	Troyes	1944 - 1948
1600 W 83	Troyes	1944 - 1952
1600 W 84	Troyes	1944 - 1953
1600 W 85	Vendeuvre-sur-Barse	1944 - 1959
1600 W 86	Villenauxe-la-Grande	1944 - 1964
1600 W 87 ~ 91	Titres justificatifs de droits de propriété	
		1951
1600 W 87	Association syndicale de remembrement de Bar-sur-Seine	1951
1600 W 88	Association syndicale de remembrement de Méry-sur-Seine	1951
1600 W 89	Association syndicale de remembrement de Plancy	1951
1600 W 90	Association syndicale de remembrement de Pont-Sainte-Marie	1951

1600 W 91	Association syndicale de remembrement de Troyes	1951
1600 W 92 - 93	Travaux d'aménagements communaux	1949 - 1958
1600 W 92	Sainte-Savine, projet d'aménagement communal : programme, rapports, plans, correspondance	1958
1600 W 93	Troyes, aménagement du quartier du Chartreux et des ilots insalubres Bouchon de champagne : instructions, notes de service, plans, correspondance	1949 - 1958
1600 W 94 - 94	Personnel	1948 - 1950
1600 W 94	Dossier individuel de Gabriel Blanche (ingénieur) : instructions, notes de calculs de rémunérations, correspondance	1948 - 1950